FENOP INFO

Le magazine du monde rural burkinabé

Fédération Nationale des Organisations Paysannes
09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso - Tél : (226) 50 38 26 29
Email : fenop@cenatrin.bf - Site : www.fenop.org

N° 017 de Janvier - Février - Mars 2014

SOMMAIRE

Edito : La transformation est-elle vraiment une priorité ? ... 1

Visite de la ferme agro-écologique de Yelemani à Lumbila 2

Entretien avec une maraîchère de Lumbila 3

Renforcement des capacités des femmes rurales 4

L'AVAPAS : l'agro-écologie, une éthique de vie 5

Politique de souveraineté alimentaire et initiatives de plaidoyer 7

Fiche technique : Protection naturelle des stocks de haricot et de niébé 8

EDITO

La transformation est-elle vraiment une priorité ?

La Journée Nationale du Paysan (JNP) se tient cette année à Fada N'Gourma. L'est du pays est à l'honneur. Cette région se distingue par ses activités d'élevage et ses atouts fauniques propices à un tourisme de vision et de chasse. Chef lieu de la région, Fada est également une ville carrefour à cheval entre le Niger et le Benin. Autant d'atouts qui ont besoin d'être mieux valorisés au profit des producteurs et des populations de façon générale. Mais Fada et sa région inquiètent par la grande insécurité qui y règne. C'est un obstacle à la sérénité des activités de production et d'échanges économiques. Les revenus des paysans et des commerçants sont en danger, et malheureusement leur vie aussi. Ce sujet qui est une préoccupation locale sera certainement abordé. Parce que d'une façon ou d'une autre, l'insécurité touche tout le monde. Et depuis que les forces de l'ordre ont sécurisé les principaux axes routiers, la menace s'est déportée sur les pistes rurales pour le malheur des villageois qu'on rackette et pille les jours de marché.

© Stefania Daini

Le marché à bétail de Fada

Les techniciens ont certainement préparé de beaux discours à lire au Président du Faso sur les enjeux de la transformation de nos produits locaux, thème de cette année. Le constat est simple, il faut une vraie politique de soutien aux acteurs de ce chaînon des filières agricoles importantes du pays qui font face au manque de structures d'appui financier pour acquérir les technologies adaptées à la transformation à grande échelle des produits locaux. C'est le passage obligé vers une agro-industrie forte et souveraine. Si l'espoir est réel du côté de la transformation du riz local et de sa commercialisation, du côté de la tomate, c'est toujours le désert. Grand producteur de tomates, le Burkina n'a toujours pas une usine digne de ce nom pour valoriser cette spéculation. Ce n'est pas acceptable. Le processus est trop lent, parce qu'il repose sur les épaules frêles de quelques associations, de promoteurs sans grands moyens. La transformation doit être un axe politique fort, une priorité nationale parce qu'à terme, elle est source de valeur ajoutée, et créatrice d'emplois et de devises.

La rédaction

VISITE DE LA FERME AGRO-ÉCOLOGIQUE DE L'ASSOCIATION YELEMANI À LUMBILA

L'Association Yelemani a vu le jour en 2009 en se donnant pour mission de travailler dans la promotion de la souveraineté alimentaire à travers la valorisation des ressources culinaires, culturelles et écologiques du territoire burkinabé. Nous avons effectué une visite sur leur site avec la responsable Madame Blandine SANKARA.

FENOP-Info : Nous voici donc à Lumbila, sur le site de Yelemani. Racontez-nous comment vous avez démarré ce projet.

Blandine SANKARA : Nous avons acquis ce terrain, qui fait 1 hectare 700, en 2004. Pendant des années, le terrain est resté sans être clôturé, et rien n'y poussait car les animaux rentraient et mangeaient tout ce qu'ils trouvaient. Et quand nous avons pu clôturer, en l'espace d'une année, tout a recommencé à pousser. Et là nous avons le début embryonnaire du potager agro-écologique, c'est vraiment une ébauche pour le moment. Au départ, le sol était très sec et caillouteux. Les gens qui m'ont vendu ce terrain, l'ont délaissé pour aller plus loin, parce qu'ils trouvaient qu'il n'est plus bon. Ils l'ont cultivé pendant longtemps et le sol ne donnait plus.

FI : Ils pensaient qu'il n'y avait plus rien à en tirer ?

BS : C'est ça. Et quand le jardinier agro-écologiste est venu sur le site, il a choisi un endroit du terrain où le sol n'est pas bon, plutôt qu'en amont où la terre est plus fertile, mais il tenait à démontrer aux gens de Lumbila que c'est possible de récupérer ce sol et qu'il est possible de faire pousser des légumes dessus. 17 femmes de Lumbila sont venues pour travailler ici et elles pensaient vraiment que le choix n'était pas bon. Comme c'est une zone maraîchère, elles ont déjà des connaissances, mais seulement avec des techniques modernes, avec des produits chimiques. Notre objectif est bien sûr de produire pour vendre, mais aussi de leur montrer que c'est possible de cultiver avec les techniques agro-écologiques, avec seulement du compost. Donc ce potager est à ses débuts, avec 17 femmes, mais on cherche à l'agrandir , sur tout le long du terrain, parce que dès que les autres femmes de Lumbila ont vu que ça donnait, elles sont venues nous voir pour nous dire qu'elles ont envie de faire partie aussi de ce groupe.

© Alexandra Melle

FI : Est-ce qu'elles ont réussi facilement à changer de pratiques ?

© Alexandra Melle

Blandine SANKARA

BS : Pas facilement non, mais sous surveillance du jardinier agro-écologiste et du gardien, qui habite sur place, et qui a suivi la formation avec le jardinier. Donc ils veillent à ce que les femmes appliquent ce que le jardinier leur a montré.

FI : Et comment fonctionnez-vous avec ces femmes maraichères ?

BS : Le système que nous appliquons est à la fois individuel et collectif, chacune a 5 planches et en même temps, celle qui ne peut pas venir travailler aura une autre pour la remplacer et on note dans un cahier son nom et le nombre d'heures qu'elle a travaillées à la place de l'autre femme. Parce qu'on connait les activités des femmes, surtout en milieu rural, on ne peut pas leur dire de venir tous les jours, parce qu'il faut arroser matin et soir, mais elles peuvent se remplacer les unes les autres, comme un système de banque, et de crédit. Et au bout de 3 mois, on verra qui a du crédit pour qui, ou bien un débit. Nous avons élaboré un contrat pour situer les responsabilités de l'association et les leur aussi. Nous nous chargeons de vendre et livrer les légumes à Ouaga, nous fournissons l'eau avec un forage qui fonctionne avec une pompe à gasoil, et le matériel. Elles ne se chargent donc que de travailler, tout leur est fourni. Ensuite avec une balance, chacune pèse sa production, et nous leur achetons, et c'est bien précisé dans le contrat combien on retire par kilo, pour l'eau, pour l'amortissement du matériel, et pour le gasoil.

Nous avons démarré il y a 3 mois et vraiment on est tous contents parce que ça donne, et l'équipe fonctionne bien. Les femmes sont engagées dans leur travail, parce qu'elles sont venues de manière volontaire.

Propos recueillis par Alexandra MELLE

ENTRETIEN AVEC ALPHONSINE OUEDRAOGO, MARAICHÈRE POUR L'ASSOCIATION YELEMANI

FENOP-Info : Comment êtes-vous arrivée à participer à ce projet ?

Alphonsine OUEDRAOGO : Nous sommes là pour que le projet se réalise et pour que nous ayons un revenu, notre part dans ce projet-là.

FI : Les techniques qui sont enseignées ici, est-ce que vous trouvez que c'est vraiment différent de ce que vous connaissiez ?

© Alexandra Melle

Alphonsine OUEDRAOGO

AO : Il y a une différence entre ce que le jardinier agro-écologiste nous a appris et ce que nous pratiquions, parce qu'on utilisait des produits chimiques qu'on achetait au marché, mais ce qu'il nous a montré c'est différent, c'est avec le fumier, la bouse de vache. Mais on pense que ça va bien marcher, mais il faut que le jardinier soit avec nous, pour qu'il nous guide pendant un temps.

FI : Et quelles sont les différences que vous avez remarquées avec ces autres pratiques ?

AO : Avec ce qu'on utilisait avant, ça pousse plus rapidement qu'avec la technique agro-écologique, avec le fumier, ça prend plus de temps et ça nécessite plus d'eau, mais par contre les plantes sont plus résistantes. Le gardien n'a pas pu pomper de l'eau hier pour ce matin, donc nous n'avons pas pu arroser, mais les plantes résistent bien. Si c'était avec les produits chimiques, les plantes n'allaient pas résister à ce manque d'eau. Et une fois cueillies, les salades résistent longtemps et restent bien fraîches.

© Alexandra Melle

FI : Et quelle est la technique que vous trouvez plus avantageuse ?

AO : Je préfère ces techniques-là, parce qu'on utilise des choses locales, la bouse de vache, et ça on connaît. Par contre, ce qu'on achète au marché, on ne connait pas d'où ça vient ni de quoi c'est fait.

FI : Est-ce que vous étiez confiante que vous arriveriez à faire pousser quelque chose sur cette terre aride ?

AO : Oui, on avait foi que ça allait marcher parce que c'est le fumier qu'on utilise, et on voit que ça donne bien. Mais il y a certaines femmes qui ne voulaient pas qu'on cultive sur ce terrain, mais en haut, là où c'est plus fertile, elles se disaient qu'il fallait forcément une terre fertile. Mais moi j'avais foi qu'avec le fumier, ça donnerait.

© Alexandra Melle

FI : Quels sont vos souhaits pour ce projet ?

AO : Je souhaite que ça aille de l'avant pour notre bénéfice et pour celui de l'association aussi, parce que c'est sûr que si ça prend de l'ampleur, nous allons gagner et l'association aussi va gagner. Mais il y a le problème du marché, c'est la première production mais on n'arrive pas à tout récolter, c'est selon les commandes qui viennent, et c'est pas régulier, donc pour l'instant on n'arrive pas à tout écouler, donc on a des produits qui restent là, et qu'on n'a pas encore vendu, comme la salade qui est prête à récolter, et ça nous décourage un peu. Si on pouvait régulièrement récolter et vendre pour produire encore, ça allait plus nous encourager. Donc ça pose problème.

Propos recueillis par Alexandra MELLE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES RURALES : ALLER AU - DELÀ DES FORMATIONS

Le renforcement des capacités des femmes rurales est un axe central des activités de la FENOP. Jusque là, il passait principalement par des formations, mais il paraît indispensable de pouvoir lier la théorie à la pratique, dans l'objectif de permettre à ces femmes d'augmenter leur pouvoir économique, tout en ayant les moyens de pratiquer l'agro-écologie. Ainsi, la FENOP fournit à deux Unions de productrices un fonds de roulement leur permettant de développer des Activités Génératrices de Revenus, dans un programme appuyé par la Fondation New Field.

C'est dans ce contexte que s'est tenu le 15 Février à Bobo Dioulasso un atelier de formation sur la mise en place et la gestion d'un dispositif de micro-crédit au profit de l'Union des Groupements de Productrices des Produits du Karité du Houet (UGPPKH) et de l'Union Sinignassigui de Bama. Cet atelier intervient en effet suite à la mise à disposition de ces deux Unions d'un fonds de roulement, en réponse à une sollicitation maintes fois soutenue d'un appui aux activités des productrices.

On le sait, les productrices sont trop souvent écartées des crédits par les institutions de finance qui exigent des garanties qu'elles ne peuvent souvent pas honorer. Les formations leur permettent de renforcer leurs compétences, mais sans moyens pour les mettre en pratique, elles peuvent rester lettre morte. Ainsi, dans sa volonté de promouvoir l'agro-écologie auprès de ces productrices, la FENOP a réussi à négocier auprès d'un de ses partenaires la mise à disposition d'un fonds de roulement qui sera proposé à ces femmes rurales sous la forme d'un micro-crédit autogéré.

Pour cela, cette séance de formation a permis de leur présenter tout d'abord les principes de base de ce dispositif, à savoir :

- **La solidarité** : chaque membre est responsable du capital ;
- **La participation démocratique** : chaque membre est libre d'adhérer au dispositif sans discrimination raciale, ethnique, sexuelle, religieuse, sociale ou politique ;
- **L'autonomie et la liberté** : un dispositif de micro-crédit auto-géré est une organisation qui doit pouvoir prendre des décisions sans demander l'aval d'une tierce partie ;
- **L'épanouissement des membres** : le respect de la dignité de la personne dans toutes ses dimensions, quels que soient son sexe, sa race, son ethnie, son origine sociale est également un principe de base ;
- **La responsabilité des membres** : la solidarité, la démocratie participative, l'autonomie et même l'épanouissement de la personne supposent toujours que le dispositif de micro-crédit auto-géré et ses membres prennent leurs responsabilités ;
- **La dynamique d'un mouvement social** : de tout ce qui précède, il découle que les membres d'un dispositif de micro-crédit auto-géré ne sont pas des «consommateurs» passifs mais des personnes engagées dans un processus de développement individuel et collectif.

La formation a également présenté aux participantes le mécanisme de mise en place d'un comité de gestion du dispositif de micro-crédit, en présentant les rôles et les qualités requises pour chaque poste du comité de gestion.

Un aperçu des participantes

Et enfin, les participantes ont bénéficié d'une présentation des outils simplifiés de gestion, comme la fiche de demande simplifiée, devant être remplie par chaque personne désirant un crédit, une fiche d'analyse de la solvabilité de la demande, permettant de savoir si l'activité génératrice de revenus prévue sera rentable et permettra le remboursement du crédit, une fiche de calcul des intérêts, et une fiche de mise en place du crédit, permettant de mentionner les informations sur les caractéristiques du crédit octroyé.

Suite à cela, les représentantes des deux Unions bénéficiaires ont reçu chacune de la main de la Secrétaire Générale de la FENOP, Mme DAO, une enveloppe d'un montant de 500.000 FCFA, dans le but de constituer un capital. Les femmes pourront ainsi entreprendre des activités, en soutien à la promotion de l'agro-écologie, telles que la transformation de céréales, la vente de céréales, et la vente de produits maraîchers (comme les oignons, les tomates et les choux).

Pour la FENOP,
Alexandra MELLE

L'AVAPAS : L'AGRO-ÉCOLOGIE, UNE ETHIQUE DE VIE .....

Parmi les grands acteurs de la promotion de l'agro-écologie au Burkina Faso, l'Association pour la Vulgarisation et l'Appui aux Producteurs Agro-écologistes « ned la bâaogo » au Sahel tient une place très importante. Depuis une vingtaine d'années en effet, les membres actifs de cette association forment des producteurs et productrices aux techniques agro-écologistes, en les sensibilisant aux enjeux d'une agriculture plus respecteuse de la nature et des hommes, d'une agriculture durable et productrice d'un bien-être pour les communautés. Entretien avec son Président, Monsieur Sylvain KOROGO.

FENOP-Info : Parlez-moi un peu de l'AVAPAS.

© Alexandra Melle

Sylvain KOROGO

Sylvain KOROGO : L'AVAPAS a été créée en 1989 avec des camarades techniciens du monde rural. Nous formons une équipe pluridisciplinaire d'une douzaine de personnes, parmi lesquelles des paysans, des fonctionnaires, des élèves, des étudiants. Il y a des formateurs, il y a des enseignants, il y a des sociologues, il y a des économistes. Nous n'avons pas eu la chance d'avoir un partenaire fixe, avec des financements réguliers, donc c'est sur la base de l'engagement, de la volonté et de la détermination que l'AVAPAS vit, les gens utilisent leurs moyens personnels pour les activités. Notre unique partenaire c'est Terre et Humanisme que Pierre Rabhi a créé en France, et qui n'a pas beaucoup de moyens non plus. Malgré cela, nous intervenons au niveau national, au niveau sous-régional et même au delà puisque nous avons également fait des interventions en France et au Danemark. Nous dispensons donc les formations sous forme de prestations de service, pour des structures locales ou des ONG du Nord, qui ont l'intelligence de faire appel à nous. En effet, ils viennent en Afrique mais n'ont pas le savoir et le savoir-faire local, ils sont animés de bonne volonté, mais ils n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs faute d'expérience. Ils n'ont pas encore le langage du paysan, ils ont des comportements qui faussent le jeu, et ils peuvent intervenir dix ans dans un village sans que rien ne change d'un pouce. C'est celui qui habite la case qui connait ou le toit coule. Et pour ces raisons, nous sommes beaucoup sollicités. Nous n'avons pas de grands moyens mais nous sommes très soudés, nous sommes très engagés, il y a la transparence, tout le monde est moralement satisfait et le travail marche.

FI : Vous avez dit lors d'une conférence que les pratiques agro-écologiques ne sont qu'un retour à des pratiques qui étaient connues et utilisées avant que la colonisation ne vienne importer, imposer des techniques dites modernes. Quel est votre espoir sur ce retour à des pratiques agro-écologiques. Pensez-vous que ce retour est possible ?

SK : Ce n'est pas un retour mais c'est une reformulation de ce que nous faisions. Puisque la vie est dynamique c'est-à-dire que tout ce que l'Homme fait est appelé à progresser. L'agro-écologie, nous l'avons dit et nous continuons de le dire, doit être basée sur les savoirs endogènes. Le savoir endogène c'est ce que faisaient nos parents et nos arrière-grands-parents. Ils avaient des savoirs, du savoir-faire et du savoir-être, mais qui demandent à être améliorés, au plan qualitatif. Ils connaissaient bien l'intérêt de l'environnement et pour exemple parmi nos parents, combien s'appellent « kouka » c'est le caïcedrat, « koulga » c'est le marigot, « tanga » c'est la montagne, nos grands rois Naaba Baongo c'est le roi bas-fond, Naaba Djiguemde c'est le roi lion. C'est dire que l'Homme avait une affinité avec la nature, nos parents le savaient mieux même qu'aujourd'hui, ils respectaient l'esprit de la nature, toutes leur forces étaient liées à la nature, ils demandaient la santé à la nature, ils demandaient la nourriture à la nature, ils demandaient la force à la nature, ils demandaient leur bonheur, leur bien-être à la nature et au quotidien ils mangeaient dans la nature, les feuilles, les fruit de certains arbres, etc. Ils n'abusaient pas de la faune. Ils prélevaient simplement ce qui est juste nécessaire et ils laissaient le reste. Ils mangeaient sobre mais sain, ils savaient que la brousse nous donne quelque chose et que nous aussi nous devons apporter quelque chose à la brousse, à la nature. Donc l'agro-écologie doit reprendre en compte ce que nous appelons les savoirs locaux c'est-à-dire les savoirs endogènes, les savoirs traditionnels que nos parents utilisaient et les retravailler, les améliorer, les adapter au contexte actuel. Et pour que l'agro-écologie soit un message que tout le monde, femmes, hommes, jeunes, va accueillir avec joie, il faut qu'elle soit un message de sobriété, de modestie, d'adaptabilité, de reproductivité. L'agro-écologie doit donc s'adapter aux rythmes des savoirs locaux. Ainsi, lors de nos formations nous disons : chers parents, avant l'arrivée du blanc, vous vous soigniez vous-même, vous soigniez les animaux, vous aviez des élevages, vous faisiez presque tout, l'art culinaire, les techniques d'agriculture et d'élevage, avant l'arrivée du blanc tout cela existait. Comment vous faisiez ? Faites une rétrospective, passez en revue vos pratiques anciennes, nous allons voir lesquelles sont toujours bonnes, lesquelles doivent être révisées, et lesquelles doivent être abandonnées. Ainsi les paysans arrivent à nous montrer qu'ils ont des savoir-faire, qu'avant, dans la lutte phytosanitaire naturelle ils savaient comment affronter les ennemis des cultures, etc.

FI : Mais aujourd'hui on voit que toute une génération n'a connu que les engrais chimiques et les pesticides chimiques, est-ce que ceux-là vous pensez pouvoir les faire revenir à des pratiques qu'ils n'ont pas encore utilisées ? Beaucoup de producteurs aujourd'hui disent que s'ils n'ont pas d'engrais chimiques et de pesticides, ils ne peuvent pas cultiver.

SK : Le blanc depuis la colonisation nous a appris à dire non à nous-mêmes, à dire non à nos propres valeurs. C'est ainsi que quand ils ont introduit les engrais, les produits chimiques de synthèse, tout le monde a pris goût à cela et l'habitude étant une seconde nature, les gens n'arrivent plus en s'en défaire. C'est ce que l'on appelle de la pollution mentale. Actuellement tous nos esprits sont pollués, la télévision est en train de polluer nos esprits, la radio pollue nos esprits, certains journaux polluent nos esprits et c'est cette pollution mentale qui fait que nos paysans, la majorité d'ailleurs, ne comprennent pas, ils se disent que si ils laissent les engrais ils vont mourir de faim. Si nous n'utilisons pas les pesticides chimiques on ne s'en sortira pas. Parce qu'on les a habitués à cela pendant 50 ans, mais l'agriculture moderne a dit qu'elle est venue pour nous sauver de la faim, de la pauvreté. Mais de 1960 à aujourd'hui je crois que la faim continue, la pauvreté est toujours là. Ça veut dire que quelque chose ne va pas ; donc si les blancs nous avaient appris à être nous-mêmes, à améliorer nos pratiques peut-être qu'on ne serait pas là. Mais ils ont seulement pensé que c'est ce qu'ils font chez eux qui est bien et ce qui est fait chez nous qui n'est pas bien. Ils ont voulu arracher notre arbre et planter leur arbre, malheureusement l'arbre a son milieu, l'arbre qui est habitué au soleil, au vent, au sable, à la latérite, si vous le transplantez en France il va mourir, l'arbre de France si vous l'amenez ici il va mourir. Donc chaque eau a son poisson, il faut savoir s'adapter au milieu, c'est l'adaptation qui a manqué et nous souffrons, nous vivons les problèmes de l'inadaptation actuellement. Mais le paysan qui dit que sans engrais, sans produit chimique il ne peut pas vivre, il a menti, parce que nous avons donné la preuve que sur un terrain où l'herbe ne pousse pas, « rampiogo « pour la première campagne nous produisons 2 tonnes à l'hectare en sorgho, en petit mil, en sorgho rouge. C'est seulement avec le zaï et le compost, car en agro-écologie nous n'avons pas besoin de la meilleure terre pour travailler, il s'agit de nourrir la terre mère pour que la terre mère nous nourrisse à son tour. Une de nos devises est : « tant vaut l'Homme, tant vaut la terre », il n'y a pas de mauvais outils, mais de mauvais ouvriers, donc c'est l'attitude de l'Homme qui lui permet toutes les réussites.

FI : Que faut-il faire aujourd'hui pour les nouvelles générations ?

SK : Tous les enfants actuels n'ont pas vu ce dont je suis en train de vous parler, ils ne connaissent pas les pratiques traditionnelles, il faut les former, il faut les initier, il faut par des exposés, des conférences leur expliquer, les sensibiliser, les informer, faire pour qu'ils voient, les amener à mettre la main à la pâte. Il suffit d'avoir de la volonté et du courage, parce que faire le compost, c'est travailler, c'est faire sortir sa sueur … Ils sont nés trouver le modernisme avec ses avantages et inconvénients, et ils en restent esclaves. Sinon tout le développement de l'Afrique, le Burkina repose sur le travail des mentalités, j'insiste et je le répète si nous ne travaillons pas les mentalités des gens nous ne pourrons pas faire bouger le pays d'un seul pouce. Même nos intellectuels, j'en vois qui sont dans les universités, qui sont dans les collèges, ils sont déboussolés, ils sont « dessourcés », ils ne savent pas où ils vont, tout ce qu'ils savent c'est ce que le blanc a dit, le livre a dit, le journal a dit, à la télévision j'ai vu, j'ai entendu. Mais ils ne savent pas qu'un vieux qui meurt c'est une bibliothèque qui brûle ! Les jeunes pensent que ce que nous disons n'a pas de valeur, que nous sommes ignorants, que notre monde est passé, mais je crois que tout ce nous vivons comme misère comme difficultés, comme turbulences sociales, économiques, culturelles, c'est dû au modernisme. C'est dû à l'abandon de notre identité culturelle, notre identité africaine, notre identité burkinabé. L'agro-écologie, au-delà des pratiques agricoles est une éthique de vie. C'est seulement en 2013 qu'on vient de nous apprendre que le gouvernement va relire la politique agricole du Burkina Faso et que ça sera ouvert maintenant à l'agro-écologie. C'est récent, si le gouvernement prend conscience que l'agro-écologie améliore non seulement les rendements en quantité et en qualité, mais l'agro-écologie éduque l'homme, l'agro-écologie c'est un transfert de qualité sociale, de qualité culturelle, de qualité économique. C'est un transfert global des vertus de la vie. Et c'est ce qu'il faut à notre pays. C'est notre devoir, à nous promoteurs de l'agro-écologie, c'est à nous d'opérer les changements qualitatifs qu'il faut actuellement. Si nous ne le faisons pas, nous avons démérité, nous avons failli à notre devoir. Car l'agro-écologie peut faire émerger le Burkina sur tous les plans, mais il faut que nos Etats, il faut que nos gouvernants prennent conscience, qu'ils s'impliquent dans ce que nous faisons. Que ça ne soit pas une affaire de deux, trois associations, d'un réseau de gens sans moyens, sans force. Par exemple je vois à la télévision des gens qui se présentent, qui parlent, qui racontent ce qu'ils font, mais à l'AVAPAS nous n'avons pas toutes ces opportunités, puisqu'il faut payer pour passer à la télévision, il faut payer les articles pour qu'on les publie. Avec quels moyens ? Mais si l'Etat prend conscience, s'il ouvre la politique à l'agro-écologie, quand nous irons dans un village pour une formation pour donner des informations, alors naturellement on aurait des facilités pour des articles, pour la télévision, etc. Alors tous comme un seul homme en avant, l'agro-écologie partout en Afrique, l'agro-écologie partout au Burkina Faso !

Propos recueillis par Alexandra MELLE

Pour lire l'intégralité de l'entretien, rendez-vous sur le site de la FENOP : http://www.fenop.org/?p=1148

POLITIQUE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET INITIATIVES EN MATIÈRE DE PLAIDOYER

Il s'est tenu du 4 au 6 février au Centre de formation Cardinal Paul Zoungrana à Ouagadougou un atelier régional sur le plaidoyer pour la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie organisé par Groundswell International. Ce moment de partage est venu en réponse au besoin de renforcer les actions de plaidoyer conduites par les agriculteurs en vue de contribuer à l'évolution des politiques, des programmes et des investissements publics qui sont en faveur de l'agro-écologie et qui œuvrent à atteindre la souveraineté alimentaire.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du soutien de l'IFAEES (Fonds International pour Amplifier les Solutions Agro-écologiques) à Groundswell et ses partenaires au Burkina, au Mali et au Ghana. Pour répondre à l'objectif, il était question de réunir des partenaires ayant des expériences solides dans le renforcement des organisations des producteurs, la promotion de l'agro-écologie, la production de la documentation pour la diffusion des pratiques efficaces dans l'analyse des politiques. Les organisations qui ont pris part à la rencontre étaient : la FENOP, l'ANSD, l'ARGP, l'ARFA et le SYNTAP du Burkina, la CIKOD et Food Suverainty du Ghana, AOPP et Sahel Eco du Mali, ainsi qu'IEDD du Sénégal, ILEA des Pays-Bas et Groundswell.

Il revenait ainsi à chaque organisation de se présenter et de parler de ses actions dans son pays en vue de promouvoir l'agro-écologie et soutenir la souveraineté alimentaire. Il est ressorti que bien que les pays soient différents, les organismes portent et défendent les attentes des producteurs à la base, pour lutter contre les différents systèmes qui les empêchent d'évoluer, et malgré la disparité des politiques nationales, les actions se recoupent et les actions visent à incliner les politiques à la faveur des producteurs et à les protéger.

Il a été également demandé aux représentants de chaque pays partenaire de présenter un panel sur un thème propre aux besoins de leur pays :

- Pour le Ghana, les actions sont surtout centrées sur la valorisation des petits paysans et le recul de l'agrobusiness qui constitue un obstacle pour les petites exploitations. Les OGM aussi constituent un véritable problème, et les organisations luttent à interdire la légalisation de l'introduction de ces organismes sur leur territoire ;
- Le Mali a axé surtout ses actions sur les produits non ligneux et la valorisation de l'arbre champêtre ;
- Pour le Burkina, l'accaparement des terres est un mal très présent qui décourage l'exploitation familiale, qui réduit les superficies cultivables et à long terme crée des conflits. Les politiques agricoles ont été aussi abordées, on dénote en effet que les textes sont favorables à l'agriculture paysanne mais dans la pratique, il y a des insuffisances à relever. Les OGM quant à eux sont déjà présents au Burkina, la lutte vise à interpeller les décideurs pour protéger les petits producteurs et maitriser leurs impacts sur l'environnement.

A l'issue des travaux, des perspectives en matière de stratégies pour le plaidoyer ont été définies : mettre les organisations communautaires paysannes au-devant de la scène, répondre aux besoins réels, développer des solutions alternatives avec les communautés de base, impliquer le plus d'acteurs possible, sensibiliser et éduquer le peuple, éduquer les décideurs, nouer des alliances, mobiliser la société, planifier et coordonner, partager les coûts et responsabilités, renforcer les capacités, mettre en valeur la crédibilité des organisations.

Pour finir, des axes priotitaires ont été identifés. Il faut noter que chaque pays participant avait des axes propres selon ses besoins et ses réalités. Toutefois, ils peuvent être synthétisés comme suit :

- Maitriser les lois et textes qui régissent le monde agricole ;
- Incliner les décideurs politiques sur la cause des petits producteurs ;
- Maitriser les effets des OGM ;
- Créer un réseau de partage des expériences et informations ;
- Pouvoir mener des campagnes de plaidoyer efficaces.

Pour la FENOP,
Elisabeth TANKOANO

FICHE TECHNIQUE : PROTECTION NATURELLE DES STOCKS DE HARICOT ET DE NIEBE

Les haricots, le niébé, le mais et autre grains sont très souvent attaqués par des insectes tel que les charançons, les bruches, etc. Ces insectes pondent sur la graine et les larves s'introduisent à l'intérieur et se nourrissent de leur contenu en les évidant. De petits trous à la surface de la graine indiquent la présence de larves. Voici quelques techniques de protection naturelle.

1. Le sable

Du sable fin peut être mélangé aux grains à stocker à condition que ses grains soient nettement plus gros que les grains de sable pour pouvoir séparer les deux produits par tamisage.
Le sable remplit les espaces entre les grains et empêche les insectes de circuler.
Mélanger soigneusement les grains et le sable en quantité égale et couvrir le stock de sable.
Au moment de l'utilisation, tamiser les grains et, avant consommation, les laver.

Feuilles de neem

Feuilles d'eucalyptus

2. La cendre de bois

Mélanger 1 kg de cendre pour 20 kg de grains.
On peut aussi ajouter aux grains un mélange de sable et de cendre, et cela à proportion égale : c'est-à-dire 1 kg de cendre + 1 kg de sable pour 40 kg de grains.
Avant utilisation, tamiser puis laver les grains.

3. La poudre de neem

Après avoir réduit en poudre les amandes de nem, on mélange cette poudre aux graines à raison de 1 à 2 cuillerées de poudre pour 10 kg de graines.

4. Les huiles végétales

On mélange de l'huile aux grains, la couche d'huile gène la ponte et le développement des larves les œufs et les larves finissent par mourir.
De nombreuses huiles peuvent être utilisées : arachide, coco, palme, ricin, coton. L'huile de neem est très efficace contre les bruches des haricots.
On ajoute l'huile aux grains à raison de 1 à 3 cuillerées par 10 kg de grains.
Il est important d'ajouter l'huile peu à peu et de bien la repartir : les grains doivent être entièrement enrobés sur toute leur surface.
La durée de protection est de 6 mois environ.
Attention : Le traitement à l'huile peut diminuer la capacité germinative des graines.

5. Les feuilles odorantes

Un certain nombre de feuilles ont la propriété d'éloigner les insectes des stocks : feuilles de neem, d'eucalyptus, de goyave.
Ces feuilles sont séchées, réduites en poudre et mélangées aux grains avant stockage.

Soumaila KINDO, Animateur Principal
Chargé de Gestion des Activités ANPHV
Tél : 76 61 12 77 / 70 74 57 08 - kismahila@yahoo.fr

FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Alexandra MELLE
Abdoulaye TAO
Amadou KIENTEGA